



ETAT DU DISPOSITIF NATIONAL D'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE ET DES REFUGIES EN 2007



Direction de l'Accueil et de l'Intégration
Pôle Accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés
Mars 2008

I - L'accueil des demandeurs d'asile

I.1 : L'évolution des premières demandes d'asile

En 2007, l'OFPPA a enregistré 28 209 premières demandes d'asile, mineurs accompagnants compris, en France Métropolitaine.

La baisse du flux des premières demandes d'asile, observée depuis 2005, s'est donc maintenue toutefois avec un rythme moins soutenu : - 4% en 2007 contre -26% en 2006 et -15% en 2005.

Evolution du flux des premières demandes d'asile en 2007 (données par régions)

Régions	Flux 2006	Flux 2007	Var	2007/2006*	PF** 2006	PF **2007
Alsace	1343	1188	-155	-11,5%	4,6%	4,2%
Aquitaine	556	541	-15	-2,7%	1,9%	1,9%
Auvergne	238	292	54	22,7%	0,8%	1,0%
Basse Normandie	343	345	2	0,6%	1,2%	1,2%
Bourgogne	603	601	-2	-0,3%	2,0%	2,1%
Bretagne	733	615	-118	-16,1%	2,5%	2,2%
Centre	1161	1023	-138	-11,9%	3,9%	3,6%
Champagne-Ardenne	346	530	184	53,2%	1,2%	1,9%
Franche-Comte	482	402	-80	-16,6%	1,6%	1,4%
Haute Normandie	759	762	3	0,4%	2,6%	2,7%
Ile De France	12715	12025	-690	-5,4%	43,1%	42,6%
Languedoc-Roussillon	493	428	-65	-13,2%	1,7%	1,5%
Limousin	209	320	111	53,1%	0,7%	1,1%
Lorraine	852	872	20	2,3%	2,9%	3,1%
Midi-Pyrénées	941	812	-129	-13,7%	3,2%	2,9%
Nord - Pas De Calais	815	660	-155	-19,0%	2,8%	2,3%
Pays De La Loire	1153	1179	26	2,3%	3,9%	4,2%
Picardie	686	635	-51	-7,4%	2,3%	2,3%
Poitou-Charentes	376	450	74	19,7%	1,3%	1,6%
PACA	1698	1462	-236	-13,9%	5,8%	5,2%
Rhone Alpes	2978	3067	89	3,0%	10,1%	10,9%
Total	29480	28209	-1271	-4,3%	100,0%	100,0%

* Taux de croissance du flux de l'asile en 2007

** PF = part régionale du flux de l'asile

Comme en 2006, la décélération du flux global des premières demandes n'exclut pas des augmentations comme dans les régions du Limousin (+53%), des Pays de La Loire (+4%) et de la Lorraine (+3%). De même, il n'est pas rare de constater la concomitance d'évolutions opposées du flux des demandes d'asile au sein des départements d'une même région.

Par ailleurs, la centralisation des procédures d'admission au séjour au niveau des départements chef lieu de 5 régions¹ ne s'est pas traduite par des hausses systématiques de leur part dans le flux régional des demandes d'asile.

¹ Une première expérimentation de la centralisation du séjour des demandeurs d'asile s'est déroulée, durant le second semestre 2006, en Haute-Normandie et en Bretagne. Elle a été étendue, au cours de l'année 2007, aux régions Aquitaine, Basse Normandie et Champagne Ardenne.

Evolution du flux des premières demandes d'asile dans les départements chef lieu de 5 régions

Départements chef lieu	Flux 2006	Flux 2007	2007/2006	2007/2006 %	Part du flux régional 2006	Part du flux régional 2007
Gironde	306	354	48	15,7%	55,0%	65,4%
Calvados	240	252	12	5,0%	70,0%	73,0%
Ille et Vilaine	301	289	-12	-4,0%	41,1%	47,0%
Marne	112	174	62	55,4%	32,4%	32,8%
Seine Maritime	555	529	-26	-4,7%	73,1%	69,4%

Il faut noter que pour 2007, la baisse du flux des premières demandes d'asile n'a pas entraîné mécaniquement une diminution des demandes d'entrée en centre d'accueil des demandeurs d'asile (CADA). Ceci s'explique par :

- La hausse du flux de l'asile émanant des nationalités dont les ressortissants sollicitent massivement le dispositif national d'accueil (DNA). C'est le cas des demandes russes (+41%), arménienne (+15%) et serbo monténégrine (+1%).
- La mise en œuvre du dispositif de l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA) a conduit beaucoup de demandeurs, notamment célibataires ou sans enfants à charge, à solliciter une entrée en CADA dans l'objectif de percevoir cette allocation.

Evolution du flux des premières demandes d'asile (données pour 10 nationalités)

Nationalités	Rang 2006	Rang 2007	% Places CADA au 31.12.06	% Places CADA au 31.12.07	% Flux de l'asile 2006	% Flux de l'asile 2007
Russie	2	1	16,0%	19,0%	7,4%	11,1%
Arménie	1	2	16,0%	18,0%	5,5%	6,6%
Serbie Monténégro	3	3	15,0%	15,0%	9,9%	10,7%
Congo RDC	4	4	5,0%	6,0%	7,4%	7,3%
Azerbaïdjan	5	5	5,0%	6,0%	3,0%	2,0%
Congo Braz	6	6	4,0%	4,0%	2,7%	3,0%
Angola	7	7	4,0%	3,0%	2,2%	1,7%
Algérie	10	8	3,0%	2,0%	3,7%	3,3%
Georgie	8	12	3,0%	2,0%	0,9%	0,6%
Bosnie	9	19	3,0%	1,0%	0,8%	0,6%
Total			74,0%	76,0%	43,5%	46,9%

Il a également été constaté une prédominance des demandes d'entrée en CADA déposées par des personnes seules dans la quasi totalité des départements et des régions. Cette modification des besoins d'hébergement est plus accentuée dans les grands centres urbains. Ainsi, au 30 juin 2007, plus de 90% des demandes d'entrée en CADA, recensées en Ile de France, étaient introduites par des demandeurs d'asile sans enfants à charge.

Cependant, il est difficile de **conclure au caractère conjoncturel ou structurel** de cette évolution depuis le « retour massif » des demandes familiales d'entrée en CADA au cours du dernier trimestre de l'année 2007.

I.2 : Les entrées des demandeurs d'asile en CADA

A la fin de l'année 2007, le dispositif des CADA se composait de 274 centres ouverts pour une capacité globale de 20 398 places.

CADA entre 2005 et 2007

CADA	2005	2006	2007
Nombre de centres	239	268	274
Capacités financées	17 470	19 410	20 410
Capacités effectivement ouvertes au 31.12	17 233	19 390	20398
Places occupées au 31.12.	16 180	18 250	19295
Entrées totales	10 161	11 810	11509
Sorties totales	9142	10 302	10724
Entrées / Places occupées au 31.12	62,8%	64,7%	59,6%
Sorties / Places occupées au 31.12	56,5%	56,4%	55,6%

Le dispositif CADA a accueilli en moyenne 959 personnes par mois contre 984 en 2006 dont 69% étaient âgés, à leur entrée, d'au moins 18 ans.

Flux mensuels moyens d'entrées - sorties en CADA

2007	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre	2007
Moyenne des entrées	940	861	1034	1000	959
Moyenne des sorties	823	905	931	914	894
2006	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre	2006
Moyenne des entrées	1053	875	1050	958	984
Moyenne des sorties	887	885	887	776	859

Malgré la hausse de 6% du nombre des places occupées, le niveau des entrées est en diminution de 3% par rapport à 2006. Ce fléchissement est dû aux effets conjugués de :

- la fin du programme de développement des CADA qui se traduit par une moindre croissance de la capacité d'accueil : 5% en 2007 contre 13% en 2006 et 14% en 2005.
- la dégradation du taux de rotation, elle même provoquée par l'allongement de la durée moyenne de séjour et certaines situations de sous occupation des capacités financées.

Néanmoins, la baisse du flux global de l'asile a permis le maintien du taux d'accès au dispositif des CADA (admissions en CADA rapportées au flux des premières demandes mineurs compris) à son niveau atteint en 2006 soit 38%². Ce taux moyen masque une grande dispersion selon les départements et les régions :

- le taux d'accès aux CADA est supérieur à la moyenne nationale (38%) dans 15 régions totalisant 48% du flux global de l'asile et à 50% dans 11 régions totalisant 37% du flux global.

² Ce taux était passé de 14% en 2004 à 22% en 2005 et à 38% en 2006.

- le taux d'accès aux CADA est inférieur à la moyenne nationale (38%) dans 5 régions : Poitou Charente (36%), Aquitaine (35%), Limousin (22%), Nord Pas de Calais (22%), Ile de France (19%), et Champagne Ardennes (19%).

Taux d'accès aux CADA en 2007

Régions	Flux 2007 (1)	%	Capacités ouvertes 2007	%	Admissions Totales (2)	(2)/(1)
Alsace	1188	4,2%	1159	5,00%	1057	89,0%
Aquitaine	541	1,9%	696	3,50%	187	34,6%
Auvergne	292	1,0%	372	1,90%	201	68,8%
Bourgogne	601	2,1%	921	4,70%	288	47,9%
Bretagne	615	2,2%	863	4,40%	416	67,6%
Centre	1023	3,6%	1251	6,40%	561	54,8%
Champagne	530	1,9%	689	3,10%	101	19,1%
Franche Comte	402	1,4%	540	2,80%	262	65,2%
Ile De France	12025	42,6%	3304	16,00%	2324	19,3%
Languedoc	428	1,5%	551	2,80%	196	45,8%
Limousin	320	1,1%	199	1,00%	72	22,5%
Lorraine	872	3,1%	930	4,50%	501	57,5%
Midi-Pyrénées	812	2,9%	798	4,00%	361	44,5%
Nord Pas Calais	660	2,3%	452	2,10%	145	22,0%
Basse Normandie	345	1,2%	501	2,60%	180	52,2%
Haute Normandie	762	2,7%	940	4,70%	398	52,2%
Pays De La Loire	1179	4,2%	1123	5,60%	724	61,4%
Picardie	635	2,3%	901	4,40%	388	61,1%
Poitou Charente	450	1,6%	440	2,00%	162	36,0%
Provence Alpes	1462	5,2%	1364	6,80%	595	40,7%
Rhône Alpes	3067	10,9%	2404	11,60%	1684	54,9%
Total	28209	100,0%	20398	100,00%	10803	38,3%

Ces différences s'expliquent par la structure des besoins d'hébergement (flux des premières demandes d'asile, nombre des demandes d'entrée, nationalités et profils sociologiques en cause) d'une part et par les caractéristiques de l'offre d'hébergement (dotation de places en CADA, taux de rotation, articulations avec les niveaux régional et national) d'autre part .

I.3 : Les admissions nationales en CADA

Avec 2253 personnes, les admissions nationales représentent 20% de l'ensemble des entrées en CADA réalisées au cours de l'année 2007.

Bien que ces admissions nationales soient en légère diminution (-1%), le recours croissant au dispositif AUDA (384 en 2006 contre 640 personnes admises en 2007), a permis d'augmenter de 9% le nombre des demandeurs d'asile bénéficiaires des mécanismes de régulation nationale des flux d'accueil (2664 en 2006 contre 2893 personnes en 2007).

De même, il convient de souligner que les admissions nationales dans le dispositif AUDA ont permis d'améliorer la prise en charge des demandeurs d'asile isolés : 5% des admissions nationales en CADA contre 39% des admissions en AUDA³.

Evolution de la déconcentration des admissions en CADA

	2004	2005	2006	2007
Entrées totales	8246	10 161	11 810	11507
Dont admissions locales	6004	7788	8964	8548
Dont admissions nationales	1807	1932	2281	2253
% admissions locales	72,8%	76,6%	75,9%	74,3%
% admissions nationales	21,9%	19,0%	19,3%	19,6%

- La part de la région Ile de France dans les admissions nationales en CADA-AUDA décidées s'établit à 27% contre 30% en 2006. La structure de la demande d'hébergement francilienne (chute de la demande familiale à Paris notamment) et les caractéristiques de l'offre des places nationales expliquent cette évolution.
- La seconde région à bénéficier en 2007 des mécanismes de péréquation nationale est l'Alsace avec 20% des admissions nationales contre 11% en 2006. Ceci a permis à cette région frontalière de faire face à des arrivées importantes, plus au mois spontanées, de ressortissants, issus pour la plus part de 3 nationalités et sollicitant systématiquement le dispositif de veille sociale⁴.
- La région Rhône Alpes arrive en 3^{ème} position avec 9% des admissions nationales en CADA-AUDA contre 16 % en 2006. L'évolution de la demande d'hébergement dans le département du Rhône, très similaire à celle observée en Ile de France, explique en partie la baisse des admissions nationales en faveur de cette région en 2007.
- Enfin, 30 % des places nationales CADA-AUDA ont été attribuées aux régions Pays de la Loire, Lorraine, Provence Alpes Cote d'Azur et Nord Pas de Calais contre 25% en 2006. Ces admissions ont été réalisées pour le compte de ces régions en raison des difficultés spécifiques à certains départements (72,06,57,62) et dans le cadre d'échanges visant à mixer les populations accueillies.
- **Le taux de refus des propositions d'admission nationale est de 13% contre 20% en 2006.** 38% des refus sont exprimés par des demandeurs d'asile de la région Ile de France orientés vers des structures d'accueil situées en province. 59% des refus « franciliens » proviennent des demandeurs d'asile, sans enfants à charge.

³ De même 68% des admissions nationales en CADA sont constituées de familles composées d'au moins 4 personnes contre seulement 17% en AUDA.

⁴ Il s'agit des demandes russes, arménienne et serbo monténégrine. Le tableau de la page 2 montre un écart important entre la part de ces nationalités dans le flux de l'asile et dans celui des places occupées en CADA. Pour la demande d'asile arménienne : 7% du flux contre 18% des places occupées. Inversement, la demande d'asile turque représente 8% du flux des premières demandes mais seulement 1% des places occupées.

Admissions nationales des demandeurs d'asile en CADA et AUDA

Régions	Compositions Familiales									Total	%
	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	F8	F10		
Ile de France	166	110	108	120	130	96	28	16	10	784	27,1%
Alsace	63	68	123	168	110	36	14	8		590	20,4%
Rhône Alpes	6	20	51	68	45	30	28	16		264	9,1%
Pays De La Loire	2	34	63	64	60	24				247	8,5%
Lorraine	20	44	27	64	60	24	7			246	8,5%
PACA	27	26	27	40	20	6				146	5,0%
Nord Pas Calais	37	18	21	8	10	18				112	3,9%
Midi Pyrénées	8	16	18	32	30	6				110	3,8%
Franche Comte	1	16	15	20	5		7			64	2,2%
Bretagne		4	6	32	15	6				63	2,2%
Poitou Charente		12	18	8	5	18				61	2,1%
Centre		4	3	28	5		7			47	1,6%
Auvergne	8		3	8	10	18				47	1,6%
Bourgogne	5	8	3	4	10					30	1,0%
Picardie	3			12	10					25	0,9%
Limousin	7	2	6		5					20	0,7%
Haute Normandie	5	2					7			14	0,5%
Languedoc		2		8						10	0,3%
Champagne		2	3		5					10	0,3%
Basse Normandie		2								2	0,1%
Aquitaine	1									1	0,0%
Total	359	390	495	684	535	282	98	40	10	2893	100,0%

- Enfin, les propositions d'admission nationales ont été prononcées, sauf exception, en faveur des demandeurs d'asile primo arrivants, soit en moyenne, à des demandeurs **présents sur le territoire depuis 86 jours et mis en possession d'une APS depuis 37 jours**. L'amélioration du délais d'accès est plus forte pour les demandeurs d'asile avec enfants à charge : en moyenne 75 jours après leur entrée en France et 29 jours après l'obtention de l'APS.

Délais d'admission nationale en CADA (en jours)

Années	2005	2006	2007
Délai d'admissions nationales totales	104	101 (61)	86 (37)
Dont demandeurs d'asile célibataires	146	117	121
Dont demandeurs d'asile en famille avec enfants	96	97	75
Dont demandeurs d'asile de Paris	87	93	99
Dont demandeurs d'asile du Bas Rhin		48	55
Dont demandeurs d'asile du Haut Rhin		91	84
Dont demandeurs d'asile des Alpes Maritimes		144	129
Dont demandeurs d'asile du Rhône	67	53	54

I.4 : Les sorties de CADA en 2007

Avec 10 724 personnes, les sorties totales sont en progression de 4 % par rapport à 2006 et de 17% par rapport à 2005.

L'exploitation d'un échantillon représentant 98% des sorties réalisées en 2007 fait apparaître les tendances suivantes :

- Le rapport entre les entrées-sorties réalisées et la moyenne des places occupées s'établit à 61%-57% contre 69%-60% en 2006. Les taux moyens masquent des variations départementales et régionales, imputables à l'évolution des capacités (dates de création par exemple), aux compositions familiales des candidats à la sortie et aux moyens mobilisés à cette fin.

Evolution du ratio Sorties totales : Places occupées au 31 décembre 2007

N	Région	Taux de Nouvelles places	Sorties : Places occupées	N	Région	Taux de Nouvelles places	Sorties : Places occupées
1	Auvergne	1,4%	67,9%	12	Pays De La Loire	4,2%	57,4%
2	Limousin	0,0%	66,8%	13	Haute Normandie	2,1%	54,9%
3	Bourgogne	0,0%	65,7%	14	Ile De France	6,1%	54,8%
4	Rhône Alpes	6,4%	64,6%	15	Languedoc	0,9%	54,6%
5	Centre	1,1%	61,2%	16	Bretagne	0,6%	53,5%
6	Franche Comte	0,0%	61,1%	17	Nord Pas Calais	12,7%	51,1%
7	Provence Alpes	3,8%	59,9%	18	Aquitaine	1,3%	47,7%
8	Lorraine	6,9%	59,3%	19	Midi	3,3%	47,3%
9	Champagne	13,9%	58,9%	20	Picardie	6,5%	47,3%
10	Alsace	19,1%	58,2%	21	Poitou Charente	12,5%	42,3%
11	Basse Normandie	0,4%	58,0%		Total	5,2%	57,3%

- La durée moyenne de séjour en CADA s'élève à 548 jours en 2007 soit une augmentation de 6% par rapport à 2006. Cette détérioration de la durée moyenne des prises en charge résulte directement des délais excessifs d'instruction des recours formés contre les décisions de rejets de l'OFPRA puisque les délais moyens de sortie des réfugiés et des déboutés sont en baisse, respectivement de 11% et de 6%⁵.

Evolution des durées moyennes de séjour en CADA : 2005 - 2007

Durées moyennes de séjour	2004	2005	2006	2007
Durée moyenne de séjour global (en jours)	537	530	515	548
Durée de séjour des réfugiés (en jours)	563	562	565	609
Dont après obtention du statut	172	208	231	205
Durée de séjour des déboutés (en jours)	632	624	601	646
Dont après rejet CRR	114	174	222	208

Cette évolution inédite des délais de séjour en CADA des réfugiés et des déboutés se décline comme suit :

⁵ Le délai moyen de traitement des demandes d'asile par l'OFPRA a baissé en 2007 : 105 jours calendaires contre de 110 en 2006. A l'inverse, le délai moyen d'instruction des recours par la CNDA a cru en 2007 : 356 jours contre 314 jours en 2006.

- **Pour les réfugiés (40% des sorties) :** la durée moyenne de séjour en CADA a augmenté de 44 jours (8%) par rapport à 2006. Cette hausse est déterminée par un allongement important du délai moyen de traitement des demandes d'asile (+70 jours) non compensé par la réduction du délai moyen de sortie (-26 jours).
- **Pour les déboutés (39% des sorties) :** la durée moyenne de séjour en CADA a augmenté de 45 jours (7%) par rapport à 2006. L'effet positif de la réduction des délais de sortie (-14 jours) a été annulé par la hausse significative du délai moyen d'instruction des demandes d'asile (+59 jours).

Durées de séjour en CADA des réfugiés et des déboutés

GLOBAL	Nombre de personnes (1)	Nombre de ménages (2)	(1)/(2)	(1) %	(2) %	Durée Moyenne de séjour	Délai moyen de sortie	Délais médian de séjour	Délai médian de sortie
Réfugiés	4233	1500	2,82	40%	36%	609	205	540	131
Déboutés	4103	1592	2,58	39%	38%	646	208	553	58
En cours*	2145	1066	2,01	20%	26%	317		239	
Total	10481	4158	2,52	100%	100%	548		470	

(*) personnes sorties en cours de procédure et à procédure non renseignée

1.4.1 : L'accès des personnes en CADA au dispositif de l'aide au retour volontaire (ARV)

Au cours de l'année 2007, l'ANAEM a organisé le départ de 2040 personnes dans le cadre du dispositif de l'aide au retour volontaire (ARV).

Parmi les personnes ayant obtenu l'ARV, seules 84 personnes provenaient directement des CADA. Cependant il est impossible de savoir si parmi les autres bénéficiaires (1959 personnes) certains avaient bénéficié auparavant d'une prise en charge en CADA au titre de l'asile.

Nationalités	CADA (1)	Hors CADA (2)	Total (1)+(2)	(1)/(1+2)
Russie	28	100	128	22%
Bosnie	11	91	102	11%
Mongolie	6	5	11	55%
Serbie Monténégro	6	128	134	4%
Arménie	5	45	50	10%
Algérie	4	222	226	2%
Azerbaïdjan	4	8	12	33%
Croatie	4	1	5	80%
Macédoine	4	15	19	21%
Congo	3	35	38	8%
Georgie	3	37	40	8%
Haïti	2	32	34	6%
Bénin	1	2	3	33%
Népal	1	0	1	100%
Nigeria	1	11	12	8%
Soudan	1	5	6	17%
Autres nationalités	0	1222	1222	0%
Total	84	1959	2040	4%

I.5 : Evolution de l'occupation des CADA

19 295 places sur 20410 financées étaient effectivement occupées à la fin de l'année 2007, soit un taux moyen d'occupation des CADA de l'ordre de 95%⁶.

Taux d'occupation des CADA au 4^{ème} trimestre 2007

N	Régions	Capacité financée	% nouvelles places	Taux d'occupation octobre 2007	Taux d'occupation novembre 2007	Taux d'occupation décembre 2007
6	Alsace	1159	19%	97,0%	98,6%	97,6%
14	Aquitaine	696	1%	100,0%	96,8%	93,7%
17	Auvergne	372	1%	98,0%	91,1%	91,4%
7	Bourgogne	921	0%	99,0%	100,0%	97,0%
4	Bretagne	863	1%	97,0%	100,2%	98,4%
11	Centre	1251	1%	97,0%	95,2%	95,8%
20	Champagne	689	14%	103,0%	87,1%	90,1%
5	Franche Comte	540	0%	98,0%	95,9%	98,3%
16	Ile De France	3304	6%	95,0%	92,4%	92,9%
2	Languedoc	551	1%	92,0%	99,6%	98,7%
1	Limousin	199	0%	94,0%	100,0%	99,5%
10	Lorraine	930	7%	93,0%	92,9%	96,0%
8	Midi	810	3%	87,0%	97,8%	96,7%
21	Nord Pas Calais	452	13%	97,0%	83,6%	82,1%
3	Basse Normandie	501	0%	90,0%	98,8%	98,6%
18	Haute Normandie	940	2%	91,0%	92,2%	91,4%
12	Pays De La Loire	1123	4%	91,0%	92,6%	95,1%
15	Picardie	901	7%	97,0%	90,9%	93,2%
13	Poitou Charente	440	13%	89,0%	87,5%	94,1%
19	Provence Alpes	1364	4%	84,0%	87,0%	90,2%
9	Rhône Alpes	2404	6%	83,0%	96,0%	96,3%
	Total	20410	5%	94,0%	94,0%	94,5%

Plusieurs facteurs expliquent l'évolution du taux d'occupation des CADA en 2007 :

1. Les aléas et retards lors de la mobilisation des nouvelles places en cas de création et/ou d'extension des capacités d'accueil. En effet, le taux d'occupation, à la fin de l'année 2007, des CADA à capacités constantes est égal à 98%.
2. Les pertes de places occasionnées par la restructuration des capacités prévues pour accueillir des familles de taille importante afin d'y organiser la cohabitation de célibataires ou l'accueil de familles de petite taille.
3. La sous occupation des capacités en cas de délais excessivement lents de réoccupation des places vacantes : instruction tardive des places déclarées vacantes, reports fréquents des dates d'accueil⁷.

⁶ Le chiffre de 19 295 ne comprend pas 35 personnes hébergées dans des CADA de la région Ile de France suite à des opération d'évacuation de squat.

⁷ L'application DN@ devra permettre le calcul et le suivi du délai moyen de réoccupation des places vacantes par CADA.

I.6 : Présents en CADA par nationalités

La répartition de la population présente en CADA, au 31 décembre 2007, par zone géographique de provenance atteste du renforcement de la sur représentation des demandeurs d'asile issus du continent européen.

Hébergés en CADA par continent de provenance

Continents	2005	%	2006	%	2007	%
Afrique	5790	35.8%	5068	27,8%	5179	26,8%
Europe	9077	56.1%	11936	65,4%	12652	65,6%
Asie	1215	7.5 %	1042	5,7%	1327	6,9%
Amériques	73	0.5%	158	0,9%	119	0,6%
Non renseignés			46	0,3%	18	0,1%
Total	16180	100%	18250	100,0%	19295	100,0%

On assiste également à une très forte concentration des nationalités des demandeurs d'asile pris en charge en CADA. Ainsi, les 5 premières nationalités des présents en CADA, au 31 décembre 2007, totalisent 65% des places mobilisées contre 56% en 2006 et 43% en 2005.

L'ampleur de cette tendance est illustrée par la progression spectaculaire des places occupées par les ressortissants russes et arméniens : 37% en 2007 après 32% en 2006 et 24% en 2005⁸.

Hébergés en CADA : les 15 premières nationalités

Nationalités	2005		2006		2007	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Russie	2166	13,4%	2887	15,8%	3756	19,5%
Arménie	1732	10,7%	2974	16,3%	3505	18,2%
Serbie	1532	9,5%	2703	14,8%	2911	15,1%
Congo Rdc	819	5,1%	883	4,8%	1222	6,3%
Azerbaidjan	638	3,9%	867	4,8%	1109	5,7%
Congo Braz.	648	4,0%	809	4,4%	785	4,1%
Angola	801	5,0%	768	4,2%	598	3,1%
Algerie	438	2,7%	490	2,7%	415	2,2%
Sri Lanka	168	1,0%	234	1,3%	392	2,0%
Guinée	149	0,9%	251	1,4%	321	1,7%
Nigeria	201	1,2%	288	1,6%	316	1,6%
Georgie	827	5,1%	628	3,4%	310	1,6%
Albanie	374	2,3%	353	1,9%	254	1,3%
Rwanda	710	4,4%	254	1,4%	236	1,2%
Turquie	205	1,3%	228	1,2%	202	1,0%
Total	11408	70,5%	14617	80,1%	16332	84,6%

Par ailleurs, il faut signaler :

⁸ La part cumulée de ces 2 nationalités dans le flux des premières demandes d'asile, mineurs compris, s'élève à 18% en 2007 contre 13 % en 2006 et 10 % en 2005.

- La baisse relative de la proportion des places occupées par des ressortissants africains. Celle-ci est due principalement à la baisse du nombre des présents en CADA issus de l'Angola (-22%), de l'Algérie (-15%), du Rwanda (-7%) et du Congo Brazzaville (-3%).
- Une légère augmentation de la part des places occupées par les personnes en provenance du continent asiatique. Elle résulte de l'accroissement du nombre des ressortissants originaires du Sri Lanka (+68%), du Bangladesh (+19%) et de la Chine (+110%).
- la chute du nombre de personnes originaires des pays d'origine sûr (POS). Ainsi, la part cumulée des places en CADA occupées par les Bosniaques, les Albanais, les Mongols et les Géorgiens a été divisée par 3.7 en 2 ans : 15% en 2005, 9% en 2006 et 4% en 2007.

Cette pyramide des nationalités se retrouve, à des degrés différents, sur l'ensemble du territoire à l'exception de 5 régions où :

- le taux de présence en CADA des demandeurs d'asile d'origine africaine excède celui des personnes issues du continent européen. Il s'agit des régions Picardie et Ile de France, soit respectivement : soit 59% et 39% pour la première, 43% et 36% pour la seconde.
- le taux de présence en CADA des demandeurs d'asile d'origine africaine est supérieur à la moyenne nationale (27%) soient les régions Haute Normandie (43%), Centre (37%) et Basse Normandie (33%).

De ce qui précède, il ressort que l'entrée en vigueur du dispositif de l'allocation temporaire d'attente (ATA) n'a pas entraîné une plus grande diversification des nationalités en CADA :

- La prédominance de la demande d'asile européenne est principalement déterminée par son caractère familial plus conforme avec la structure de l'offre de places en CADA. L'entrée en vigueur du dispositif de l'allocation temporaire d'attente (ATA) n'a pas modifié cette donnée.
- La diversité des modalités et lieux d'arrivée des demandeurs d'asile ne semblent pas affecter la stabilité de la répartition des nationalités en CADA : 5 régions totalisant 33% des places hébergent à elles seules 54% des personnes africaines, 83% des ressortissants du continent américain et 57% des asiatiques.

I.7 : Présents en CADA par situation administrative

La part des places en CADA occupées par les réfugiés et les déboutés a baissé durant l'année 2007 pour s'établir en fin d'année à 22% contre 25% en 2006 et 41% en 2005. Parallèlement, il faut noter que le nombre des déboutés présents en CADA passe, pour la première fois depuis 2005, en dessous de celui des réfugiés.

Evolution des taux de présence de réfugiés et des déboutés en CADA

Années	Places agréés	Places Occupées au 31.12.	Réfugiés Présents au 31.12.	Déboutés Présents au 31.12.	Taux de présence des réfugiés	Taux de présence des déboutés
2007	20 410	19295	2300	1914	11,9%	9,9%
2006	19 410	18250	2135	2513	11,7%	13,8%
2005	17470	16181	3245	3347	20,1%	20,7%

Ce résultat positif a été obtenu grâce aux efforts conjoints des gestionnaires et des services déconcentrés pour mettre en conformité l'occupation des CADA avec leur régime juridique énoncé par la loi n° 2006-911 du 24 juillet 2006 relative à l'immigration et à l'intégration à l'article L348-2 du CASF et précisé par les dispositions du décret n° 2007-399 du 23 mars 2007 relatif aux CADA⁹.

Dans l'attente de la généralisation de DN@, 2 enquêtes ont été diligentées auprès des CADA afin d'étudier la prise en compte effective de ces dispositions dans le calcul des places indûment occupées par les réfugiés et les déboutés.

Les principaux enseignements de ces 2 enquêtes sont les suivants :

- Le taux de présence indue des réfugiés statutaires ou bénéficiaires de la protection subsidiaire, au 31 décembre 2007, s'élève à 4% de la population hébergée en CADA à cette date contre 4,5 % au 30 septembre 2007.
- 34% des réfugiés statutaires ou bénéficiaires de la protection subsidiaire présents en CADA, au 31 décembre 2007, étaient en dépassement de la durée réglementaire de maintien contre 39% au 30 septembre 2007.
- Le taux de présence indue des déboutés (non titulaires d'une autorisation provisoire de séjour ou d'un récépissé délivré au titre de l'asile et n'ayant sollicité l'aide au retour volontaire) au 31 décembre 2007 est égal à 7% contre 9 % au 30 septembre 2007.

⁹ L'article L 348-2 du code de l'action sociale et des familles (CASF) définit la mission de ces centres : l'accueil, l'hébergement ainsi que l'accompagnement social et administratif des demandeurs d'asile pendant la durée d'instruction de leur demande jusqu'à la notification de la décision de l'OFPRA ou de la CNDA.

Le décret n° 2007-399 du 23 mars 2007 relatif aux CADA précise notamment les conditions d'admission en CADA et de maintien dans ces centres, à titre exceptionnel, après la notification de la décision définitive de l'OFPRA ou de la CNDA : un mois pour les personnes déboutées et trois mois, renouvelables une fois, pour les réfugiés et bénéficiaires de la protection subsidiaire.

- 42% des déboutés occupant indûment des places en CADA, au 31 décembre 2007, sont admis au séjour à titre exceptionnel et 58% d'entre eux ne possèdent aucun titre de séjour contre 52% et 48% au 30 septembre 2007.
- Le dispositif d'aide au retour volontaire est faiblement sollicité par les déboutés en CADA. A la fin de l'année 2007, seuls 47 déboutés (mineurs compris) sur 1924 étaient en attente d'un retour volontaire contre 67 sur 2234 au 30 septembre 2007.

Enquête ANAEM

La présence indue en CADA des réfugiés et des déboutés au 30 septembre 2007

Au 30 septembre 2007, on dénombrait en CADA 2184 réfugiés et 2234 déboutés (mineurs compris) soit respectivement **11,6% et 11,9%** des places effectivement occupées à cette date.

- a) **4,1%** des places mobilisées en CADA sont occupées par des réfugiés statutaires ou ayant obtenu le bénéfice de la protection subsidiaire depuis moins de 3 mois soit 771 personnes représentant **35,3%** de l'ensemble des réfugiés.
- b) **3,2%** des places CADA sont occupées par des réfugiées statutaires ou ayant obtenu le bénéfice de la protection subsidiaire depuis plus de 3 mois et moins de 6 mois, soit 609 personnes (mineurs compris) représentant **27,9 %** de l'ensemble des réfugiés.
- c) **4,5%** des places CADA sont occupées par des réfugiées statutaires ou ayant obtenu le bénéfice de la protection subsidiaire depuis plus de 6 mois soit **852 personnes** représentant **39%** de l'ensemble des réfugiés.
- d) **10,5%** des places mobilisées en CADA sont occupées par des déboutés de l'asile depuis plus d'un mois soit 1987 personnes (mineurs compris) représentant **88,9%** de l'ensemble des déboutées.
- e) **1,5%** des places sont occupées par des déboutés depuis plus d'un mois et titulaires d'une APS ou d'un récépissé délivrés au titre de l'asile, soit 292 personnes représentant **13,1%** de l'ensemble des déboutés et **14,7%** de ceux présents en CADA depuis plus d'un mois
- f) **4,7%** des places sont occupées par des déboutés depuis plus d'un mois, ayant été admis au séjour sur un autre fondement que l'asile, soit **883 personnes** représentant **39,5%** de tous les déboutés et **44,5%** de ceux présents en CADA depuis plus d'un mois.
- g) **4,3%** des places mobilisées en CADA sont occupées par des déboutés depuis plus d'un mois et sans titre de séjour, soit **809 personnes** représentant **36,2%** de tous les déboutés et **40,8%** de ceux présents en CADA depuis plus d'un mois.
- h) **0,4%** des places mobilisées sont occupées par des déboutés depuis plus d'un mois ayant sollicité une ARV, soit 67 personnes (mineurs compris) soit **3,2%** de l'ensemble des déboutés et **3,6%** de ceux présents en CADA depuis plus d'un mois.

Les places indûment occupées par les réfugiés sont celles identifiées en (c) soit 4,5 % de la population totale en CADA à cette date.

Les places indûment occupées par les déboutés sont celles précisées en (d) exceptées celles identifiées aux points (e) et (h) soit 9% de la population totale en CADA à cette date.

Enquête ANAEM

La présence induite en CADA des réfugiés et des déboutés au 31 décembre 2007

Au 31 décembre 2007, on comptait en CADA 2300 réfugiés et 1914 déboutés (mineurs compris) soit respectivement **11,9% et 9,9%** des places effectivement occupées à cette date.

- i) **5,4%** des places sont occupées par des réfugiés statutaires ou ayant obtenu le bénéfice de la protection subsidiaire depuis moins de 3 mois **soit 1043 personnes** représentant **45,3%** de l'ensemble des réfugiés présents en CADA à cette date.
- j) **2,5%** des places sont occupées par des réfugiées statutaires ou ayant obtenu le bénéfice de la protection subsidiaire depuis plus de 3 mois et moins de 6 mois, **soit 479 personnes** représentant **20,8 %** de l'ensemble des réfugiés.
- k) **4%** des places sont occupées par des réfugiées statutaires ou ayant obtenu le bénéfice de la protection subsidiaire depuis plus de 6 mois soit **778 personnes** représentant **33,8%** de l'ensemble des réfugiés.
- l) **8,9%** des places sont occupées par des personnes dont la demande d'asile a fait l'objet d'un rejet définitif par la CNDA depuis plus d'un mois soit **1717 personnes** représentant **89,7%** de l'ensemble des déboutés.
- m) **1,4%** des places sont occupées par des déboutés depuis plus d'un mois et munis d'une APS ou d'un récépissé délivrés au titre de l'asile, soit **270 personnes** représentant **15,7%** de l'ensemble des déboutés présents en CADA depuis plus d'un mois
- n) **3,1%** des places sont occupées par des déboutés depuis plus d'un mois, admis au séjour à titre exceptionnel, soit **605 personnes** représentant **35,2%** des déboutés présents en CADA depuis plus d'un mois.
- o) **4,4%** des places mobilisées en CADA sont occupées par des déboutés depuis plus d'un mois et sans titre de séjour, soit **842 personnes** représentant **40%** de tous les déboutés présents en CADA depuis plus d'un mois.
- p) **0,2%** des places mobilisées sont occupées par des déboutés depuis plus d'un mois ayant sollicité une ARV, soit **47 personnes** représentant **0,3%** des déboutés présents en CADA depuis plus d'un mois.

Les places indûment occupées par les réfugiés sont celles identifiées en (k) soit 4% de la population totale hébergée en CADA à cette date.

Les places indûment occupées par les déboutés sont celles précisées en (l) exceptées celles identifiées aux points (m) et (p) soit 7,2% de la population totale prise en charge à cette date.

I.8 : L'accueil des demandeurs d'asile en centres de transit

Pour le centre de transit de Villeurbanne, les données au 31 décembre 2007 montrent un taux d'occupation, à la fin de l'année 2007, de 89,8% une baisse des flux d'entrée et de sortie de 4% et 6%.

Afin de s'adapter à la nouvelle configuration des besoins d'hébergement, la part moyenne des isolés a été portée à 40% de l'effectif des personnes prises en charge. La baisse de 1.5 point du taux de rotation s'explique par le faible nombre de places, dédiées aux célibataires, affectées à cette structure par les niveaux régional et national d'autre part.

A noter également que le centre de Transit de Villeurbanne a hébergé à titre exceptionnel, entre le 30 juillet et le 3 août 2007, 32 personnes originaires de Roumanie dans l'attente de leur départ dans le cadre du dispositif d'aide au retour humanitaire (ARH) géré par l'ANAEM.

Bilan des flux aux centres de Transit : 2006-2007

	2006		2007	
	Créteil	Villeurbanne	Créteil	Villeurbanne
Capacité agréée au 31 décembre	80	130	80	166
Places occupées au 31 décembre	0	120	35	149
Entrées totales	219	846	74	813
Sorties totales	302	857	40	803
• admission locales en CADA - AUDA	21	359	0	418
• admission régionales en CADA - AUDA	59	129	0	81
• admission nationales en CADA - AUDA	186	257	17	139
• autres solutions (dont entrée en CPH)	28	105	23	165
Taux de rotation (entrées : capacité)	2.7	6.5		5.0
Durée de séjour (en jours)	69	44		X

Pour le transit de Créteil, l'activité d'accueil a été fortement impactée par la présence dans ce centre de 94 personnes évacuées du gymnase de Cachan en octobre 2006.

Néanmoins, le centre de transit de Créteil a pu accueillir 74 demandeurs d'asile au cours de l'année 2007 :

- 48 personnes titulaires d'un visa D et orientées par l'ANAEM à la demande du ministère des affaires étrangères
- 11 personnes entrés au cours des mois d'octobre et de novembre 2007 au titre des admissions locales des demandeurs d'asile.
- 15 personnes entrées au cours du mois de décembre 2007 au titre des admissions régionales des demandeurs d'asile.

A la fin de l'année 2007, seules 35 places sur 80 étaient occupées par des demandeurs d'asile, 34 places par les ex du gymnase de Cachan et 10 places étaient vacantes.

II - L'accueil des réfugiés en CPH

II.1 : Les entrées en CPH

Le Dispositif National d'Accueil comprend 27 Centres Provisoires d'Hébergement (CPH) pour une capacité globale d'accueil de 1023 places¹⁰.

Les CPH : 2005-2007

	2005	2006	2007	2007/2006	2007/2005
Nombre	27	27	27		
Capacité d'accueil	1023	1023	1023		
Ratio places CPH : CADA	5.8	5,2	5,0		
Entrées	1111	1048	1148	9,5%	3,3%
Dont Admissions nationales	398	433	494	14,1%	24,1%
Sorties	1046	1119	1071	-4,3%	2,4%
Places occupées au 31.12.	1055	989	1064	7,6%	0,9%
	351	351	358	2,0%	2,0%
Hébergés	2101	2108	2135	1,3%	1,6%

Les entrées réalisées, en augmentation de 10% par rapport à l'année dernière, représentent 27% de l'ensemble des réfugiés statutaires et bénéficiaires de la protection subsidiaire sortis de CADA au cours de l'année 2007 contre 19% en 2006.

Les admissions nationales en CPH représentent 43% des entrées réalisées. Elles ont cru de 14,1% par rapport à 2007. 51% des admissions nationales ont servi à fluidifier les centres d'accueil de la région Ile de France contre 45% en 2006 et 32% en 2005.

Admissions nationales en CPH en 2007 par région de provenance

Régions	Compositions Familiales								Total	%
	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	F8		
Ile De France	10	16	48	100	40	24	7	8	253	51,2%
Midi Pyrènes	1	4	9	32	10	24	14		94	19,0%
Franche Comte	2	8	12	8					30	6,1%
Pays De La Loire		2	3	8	10				23	4,7%
Bourgogne			3	4	5	6			18	3,6%
Aquitaine	1		6	4	5				16	3,2%
Picardie	4	2	3		5				14	2,8%
Centre			3	4	5				12	2,4%
Rhône Alpes			6	4					10	2,0%
Languedoc Roussillon				4	5				9	1,8%
Paca				4	5				9	1,8%
Dom Tom						6			6	1,2%
Total	18	32	93	172	90	60	21	8	494	100,0%

¹⁰ L'article L345-1 du code de l'action sociale et des famille précise que « Les étrangers s'étant vu reconnaître la qualité de réfugié ou accorder le bénéfice de la protection subsidiaire en application du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile peuvent être accueillis dans des centres d'hébergement et de réinsertion sociale dénommés "centres provisoires d'hébergement".

On observera par ailleurs que 96% des admissions nationales sont prononcées en faveur des familles réfugiées avec enfants à charge et que les réfugiés originaires de Russie et de Serbie ont bénéficié de 39% des orientations nationales en CPH.

Nationalités des réfugiés admis en CPH par la CNA en 2007

Nationalités	Compositions Familiales								Total	%
	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	F9		
Russie	1	6	15	60	25	12			119	23,8%
Serbie		2	9	12	25	12	7	8	75	15,0%
Azerbaïdjan	1	2	6	28					37	7,4%
Congo BRZ	3	2	3	4		6	7		25	5,0%
Sri Lanka		2	12	4	5				23	4,6%
Angola					5	12			17	3,4%
Colombie	1	2	6	8					17	3,4%
Guinée	2		3	4		6			15	3,0%
Arménie	1	2	3	8					14	2,8%
Soudan	1		3		10				14	2,8%
Bosnie			6	4					10	2,0%
Afghanistan	1			8					9	1,8%
Bangladesh			3			6			9	1,8%
Algérie			3		5				8	1,6%
Cote D'ivoire		4		4					8	1,6%
Madagascar			3	4					7	1,4%
Turquie							7		7	1,4%
Mexique						6			6	1,2%
Congo RDC			6						6	1,2%
Rwanda	1				5				6	1,2%
Albanie		2	3						5	1,0%
Chine	1			4					5	1,0%
Erythrée	1	4							5	1,0%
Iran	1			4					5	1,0%
Mauritanie	1			4					5	1,0%
Somalie					5				5	1,0%
Venezuela					5				5	1,0%
Inde				4					4	0,8%
Kazakhstan				4					4	0,8%
Kirghizistan				4					4	0,8%
Nigeria	1		3						4	0,8%
Brésil			3						3	0,6%
Ethiopie	1	2							3	0,6%
Irak			3						3	0,6%
Togo		2							2	0,4%
Total	18	32	93	172	90	60	21	8	494	100%

Enfin, il est à noter que la fréquence des refus des propositions demeure élevée même si elle est en diminution sensible par rapport à l'année dernière : 23% en 2007 contre 35% en 2006.

Ces refus sont en majorité exprimés par des réfugiés qui ne souhaitent pas quitter, après un séjour plus au moins long, les CADA situés en Ile de France et plus généralement dans les grands centres urbains.

II.2 : Les sorties de CPH

La baisse de 4% du flux des sorties de CPH résulte directement de la hausse de 2% de la durée moyenne de séjour. Cette hausse est attestée par l'évolution des sorties de CPH par durée de prise en charge.

Structure des sorties de CPH par durées de prise en charge

Durées de prise en charge	2005	2006	2007
Inférieure ou égal à 6 mois	16%	19%	18%
Entre 6 et 12 mois	45%	46%	44%
Supérieure à 12 mois	30%	27%	30%
Supérieure à 24 mois	9%	8%	8%

Le tableau suivant montre que cette moyenne n'exclut pas des différences importantes vraisemblablement liées aux caractéristiques des ménages sortis (nombre et compositions familiales) d'une part et aux environnements de ces centres d'accueil des réfugiés (bassins d'habitat et d'emploi) d'autre part.

Durées moyennes de prise en charge en CPH par département

Département	Nombre de personnes sorties en 2007	Composition familiale moyenne	Durée moyenne de séjour (en jours)	Durée moyenne de séjour en jours (en mois)
1	58	2,9	252	8,4
6	12	4,0	517	17,2
11	47	4,3	233	7,8
12	23	4,6	266	8,9
13	41	4,6	561	18,7
21	21	3,0	530	17,7
25	51	3,2	277	9,2
30	9	2,3	270	9,0
31	51	3,4	610	20,3
35	69	2,8	427	14,2
37	66	3,0	256	8,5
44	32	4,6	697	23,2
45	42	4,7	384	12,8
50	11	3,7	313	10,4
58	36	4,5	266	8,9
59	5	5,0	559	18,6
60	36	2,3	363	12,1
64	77	3,9	263	8,8
67	86	2,7	270	9,0
68	16	1,6	204	6,8
69	100	2,6	304	10,1
70	34	3,1	222	7,4
77	22	2,8	454	15,1
80	7	1,2	568	18,9
81	23	3,3	328	10,9
82	45	4,1	193	6,4
94	50	4,2	913	30,4
Total	1071	3,2	358	11,9

III - Observations sur les procédures de gestion de l'accueil des demandeurs d'asile en CADA

III-1 : Déploiement de l'application DN@

L'ANAEM a procédé, à compter du mois de mai 2007, au déploiement à titre expérimental de l'application DN@, mentionnée à l'article L348-3 du CASF, dans les régions Centre et Nord Pas de Calais¹¹.

DN@ a été ensuite installée dans les régions où la procédure d'admission au séjour des demandeurs d'asile a fait l'objet d'une centralisation au niveau du département chef lieu de région soit en Bretagne, Haute-Normandie, Aquitaine, Basse Normandie et Champagne Ardenne puis en Alsace et en Auvergne.

Au 31 décembre 2007, l'application DN@ était opérationnelle dans 8 régions représentant plus du tiers du parc des places du dispositif des CADA et environ 750 utilisateurs. Il est prévu d'achever son déploiement avant la fin du mois de mai 2008.

¹¹ L'article L348-3 du code de l'action sociale et des familles énonce que :

« dans le cadre de sa mission d'accueil des demandeurs d'asile définie à l'article L. 341-9 du code du travail, l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations coordonne la gestion de l'hébergement dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile. A cette fin, elle conçoit, met en oeuvre et gère, dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, un traitement automatisé de données relatives aux capacités d'hébergement des centres d'accueil pour demandeurs d'asile, à l'utilisation de ces capacités et aux demandeurs d'asile qui y sont accueillis. »

« Les personnes morales chargées de la gestion des centres d'accueil pour demandeurs d'asile sont tenues de déclarer, dans le cadre du traitement automatisé de données mentionné au II, les places disponibles dans les centres d'accueil à l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations et à l'autorité administrative compétente de l'Etat et de leur transmettre les informations, qu'elles tiennent à jour, concernant les personnes accueillies ».

Par ailleurs, l'article L348-3 du code de l'action sociale et des familles prévoit que :

« le bénéfice de l'aide sociale ne peut être accordé ou maintenu aux personnes ou familles accueillies dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile que si une convention a été conclue à cette fin entre le centre et l'Etat. Cette convention doit être conforme à une convention type dont les stipulations sont déterminées par décret et qui prévoient notamment les objectifs, les moyens, les activités et les modalités de contrôle d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile ».

Enfin, l'article 8 de cette convention type annexée au décret n° 2007-1300 du 31 août 2007 relatif aux conventions conclues entre les CADA et l'Etat stipule que :

« le gestionnaire de l'établissement s'engage à renseigner, selon des modalités qui lui sont indiquées par la DPM et l'ANAEM, le système d'information administré par l'ANAEM et mis gracieusement à sa disposition. Ce système vise à offrir une connaissance précise et actualisée du dispositif national d'accueil (DNA) afin d'en permettre un meilleur pilotage. En contrepartie, l'organisme gestionnaire aura accès dans ce système d'informations à des informations consolidées relatives au fonctionnement du DNA au niveau départemental, régional et national.»

III.2 : La mise en œuvre du dispositif de l'allocation temporaire d'attente (ATA)

Le remplacement de l'allocation d'insertion par l'ATA a été institué par l'article 154 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 et par le décret n° 2006-1380 du 13 novembre 2006 relatif à l'allocation temporaire d'attente.

Le système d'accueil, désormais centré sur la prise en charge en CADA, ne prévoit le versement de l'ATA qu'aux seuls demandeurs d'asile ayant accepté l'offre de prise en charge qui leur faite lors de la délivrance de l'APS en l'attente d'une proposition de place dans un CADA.

S'agissant des procédure de gestion, il convient de noter que la mise en oeuvre du dispositif de l'ATA a été très lourde tant pour l'ANAEM que pour les préfetures et les plate formes d'accueil des demandeurs d'asile¹².

1. Dans les départements à flux important de personnes célibataires non hébergées au titre de l'urgence, il a été très difficile de faire échec aux « demandes fictives » d'entrée en CADA. Le recueil de leur réponse se traduit par un gel des places, défavorable aux demandes dont l'urgence est avérée¹³.
2. Depuis le mois de juin 2007, la liste des entrées en CADA est transmise mensuellement à l'UNEDIC. Cependant plusieurs CADA signalent des prolongations des versements **allant de 1 à 3 mois** après l'entrée effective. Pour éviter les contentieux, des CADA continuent à signaler les entrées aux bureaux locaux des ASSEDIC.

Des demandeurs d'asile éligibles à l'ATA signalés à l'UNEDIC depuis juin 2007

Mois	Entrées totales (hors naissances) (1).	Entrées des DA éligibles à l'ATA (2)	(2)/(1)
Juin	898	517	57,6%
Juillet	946	648	68,5%
Août	991	611	61,7%
Septembre	655	568	86,7%
Octobre	851	640	75,2%
Novembre	810	602	74,3%
Décembre	897	588	65,6%
Total	6048	4174	69,0%

Un travail sur l'organisation des procédures de contrôle des dépenses de l'ATA devrait permettre de connaître, mois par mois, la suite donnée par l'UNEDIC aux données transmises par l'ANAEM (les entrées en CADA) et par le service de l'asile du ministère (les refus d'entrée en CADA).

¹² La baisse significative des dépenses de l'ATA obtenue en 2007 (47 M€ contre 79 M€ en 2006) s'explique par la baisse du flux de l'asile et par des taux de refus importants de l'offre de prise en charge au début de la mise en place du dispositif.

¹³ A Paris, les demandes d'entrée en CADA introduites par les ressortissants chinois représentent 20% des demandes émanant des personnes célibataires. Une fois la demande enregistrées auprès de la plate forme agréée, ces personnes disparaissent.

Annexes

- Annexe I - Capacités d'accueil des CADA et Flux des premières demandes d'asile : 2005-2007.
- Annexe II - Evolution des flux des demandes et des taux d'équipement : 2005-2007.
- Annexe III - Flux des Entrées et des Sorties CADA en 2007.
- Annexe IV - Modalités d'accès aux CADA en 2007.
- Annexe V - Etat des réfugiés en CADA au 31 décembre 2007.
- Annexe VI - Etat des réfugiés en CADA au 31 décembre 2007 : répartition par durée de séjour après obtention du statut.
- Annexe VII - Etat des réfugiés en CADA au 31 décembre 2007 par composition familiale.
- Annexe VIII - Etat des déboutés présents en CADA au 31 décembre 2007.
- Annexe XIV - Etat des déboutés présents en CADA au 31 décembre 2007 : répartition selon la situation au regard du séjour .
- Annexe X - Déboutés admis au séjour à titre exceptionnel présents en CADA au 31 décembre 2007.
- Annexe XI - Déboutés sans titre de séjour présents en CADA au 31 décembre 2007.
- Annexe XII - Evolution des taux de places indûment occupées par les réfugiés et les déboutés.

Annexe 1 - Capacités d'accueil des CADA et Flux des premières demandes d'asile : 2004-2007

Régions	Population	Capacités d'accueil des CADA			Evolution des capacités CADA			Flux des demandes d'asile (*)			Evolution du flux des demandes d'asile		
		2 005	2 006	2 007	06/05	07/06	07/05	2 005	2 006	2 007	06/05	07/06	07/05
Alsace	1 734 145	843	973	1 159	15,4%	19,1%	37,5%	1676	1343	1188	-19,9%	-11,5%	-29,1%
Aquitaine	2 908 359	627	687	696	9,6%	1,3%	11,0%	627	556	541	-11,3%	-2,7%	-13,7%
Auvergne	1 308 878	337	367	372	8,9%	1,4%	10,4%	459	238	292	-48,1%	22,7%	-36,4%
Basse Normandie	1 422 193	449	499	501	11,1%	0,4%	11,6%	546	343	345	-37,2%	0,6%	-36,8%
Bourgogne	1 610 067	876	921	921	5,1%	0,0%	5,1%	743	603	601	-18,8%	-0,3%	-19,1%
Bretagne	2 906 197	763	858	863	12,5%	0,6%	13,1%	902	733	615	-18,7%	-16,1%	-31,8%
Centre	2 440 329	1 138	1 237	1 251	8,7%	1,1%	9,9%	1331	1161	1023	-12,8%	-11,9%	-23,1%
Champagne	1 342 363	515	605	689	17,5%	13,9%	33,8%	535	346	530	-35,3%	53,2%	-0,9%
Franche-Comte	1 117 059	525	540	540	2,9%	0,0%	2,9%	742	482	402	-35,0%	-16,6%	-45,8%
Haute Normandie	1 780 192	861	921	940	7,0%	2,1%	9,2%	1464	759	762	-48,2%	0,4%	-48,0%
Ile De France	10 952 011	2 737	3 113	3 304	13,7%	6,1%	20,7%	19199	12715	12025	-33,8%	-5,4%	-37,4%
Languedoc-Roussillon	2 295 648	511	546	551	6,8%	0,9%	7,8%	708	493	428	-30,4%	-13,2%	-39,5%
Limousin	710 939	199	199	199	0,0%	0,0%	0,0%	465	209	320	-55,1%	53,1%	-31,2%
Lorraine	2 310 376	780	870	930	11,5%	6,9%	19,2%	1404	852	872	-39,3%	2,3%	-37,9%
Midi-Pyrénées	2 551 687	741	784	810	5,8%	3,3%	9,3%	1275	941	812	-26,2%	-13,7%	-36,3%
Nord - Pas De Calais	3 996 588	347	401	452	15,6%	12,7%	30,3%	1351	815	660	-39,7%	-19,0%	-51,1%
Pays De La Loire	3 222 061	1 050	1 078	1 123	2,7%	4,2%	7,0%	1759	1153	1179	-34,5%	2,3%	-33,0%
Picardie	1 857 834	761	846	901	11,2%	6,5%	18,4%	812	686	635	-15,5%	-7,4%	-21,8%
Poitou-Charentes	1 640 068	348	391	440	12,4%	12,5%	26,4%	604	376	450	-37,7%	19,7%	-25,5%
Paca	4 506 151	1 142	1 314	1 364	15,1%	3,8%	19,4%	2608	1698	1462	-34,9%	-13,9%	-43,9%
Rhône-Alpes	5 645 407	1 920	2 260	2 404	17,7%	6,4%	25,2%	5993	2978	3067	-50,3%	3,0%	-48,8%
Total	58 258 552	17 470	19 410	20 410	11,1%	5,2%	16,8%	45203	29480	28209	-34,8%	-4,3%	-37,6%

(*) = flux des premières demandes d'asile, mineurs compris, données provisoires de l'OFPRA

Annexe II - Evolution de la répartition des flux des demandes d'asile et des taux d'équipement en CADA entre 2005-2007

Regions	DA 10000 (05)	DA 10000 (06)	DA 10000 (07)	PF 05	PF 06	PF 07	TCTB 05	TCTB 06	TCTB 07
Alsace	9,7	7,7	6,9	3,7%	4,6%	4,2%	50,3%	72,4%	97,6%
Aquitaine	2,2	1,9	1,9	1,4%	1,9%	1,9%	100,0%	123,6%	128,7%
Auvergne	3,5	1,8	2,2	1,0%	0,8%	1,0%	73,4%	154,2%	127,4%
Basse Normandie	3,8	2,4	2,4	1,2%	1,2%	1,2%	82,2%	145,5%	145,2%
Bourgogne	4,6	3,7	3,7	1,6%	2,0%	2,1%	117,9%	152,7%	153,2%
Bretagne	3,1	2,5	2,1	2,0%	2,5%	2,2%	84,6%	117,1%	140,3%
Centre	5,5	4,8	4,2	2,9%	3,9%	3,6%	85,5%	106,5%	122,3%
Champagne -Ardenes	4,0	2,6	3,9	1,2%	1,2%	1,9%	96,3%	174,9%	130,0%
Franche-Comte	6,6	4,3	3,6	1,6%	1,6%	1,4%	70,8%	112,0%	134,3%
Haute Normandie	8,2	4,3	4,3	3,2%	2,6%	2,7%	58,8%	121,3%	123,4%
Ile De France	17,5	11,6	11,0	42,5%	43,1%	42,6%	14,3%	24,5%	27,5%
Languedoc-Roussillon	3,1	2,1	1,9	1,6%	1,7%	1,5%	72,2%	110,8%	128,7%
Limousin	6,5	2,9	4,5	1,0%	0,7%	1,1%	42,8%	95,2%	62,2%
Lorraine	6,1	3,7	3,8	3,1%	2,9%	3,1%	55,6%	102,1%	106,7%
Midi-Pyrénées	5,0	3,7	3,2	2,8%	3,2%	2,9%	58,1%	83,3%	99,8%
Nord - Pas De Calais	3,4	2,0	1,7	3,0%	2,8%	2,3%	25,7%	49,2%	68,5%
Pays De La Loire	5,5	3,6	3,7	3,9%	3,9%	4,2%	59,7%	93,5%	95,3%
Picardie	4,4	3,7	3,4	1,8%	2,3%	2,3%	93,7%	123,3%	141,9%
Poitou-Charentes	3,7	2,3	2,7	1,3%	1,3%	1,6%	57,6%	104,0%	97,8%
Paca	5,8	3,8	3,2	5,8%	5,8%	5,2%	43,8%	77,4%	93,3%
Rhône-Alpes	10,6	5,3	5,4	13,3%	10,1%	10,9%	32,0%	75,9%	78,4%
Total	7,8	5,1	4,8	100,0%	100,0%	100,0%	38,6%	65,8%	72,4%

POP 1999 : population RP 1999

DA 10000 05 - 06 - 07 = nombre des premières demandes d'asile (mineurs compris) par 10 000 habitants en 2005, 2006, et 2007

PF 05 - 06 - 07 = part de la région dans le flux total des premières demande d'asile en 2005, 2006, et 2007

TCTB 05 - 06 - 07 = taux de couverture théorique de besoins = places CADA rapportées au flux de la demande d'asile en 2005, 2006, et 2007

Annexe III - Flux des Entrées et des Sorties CADA en 2007

Régions	Capacité 2006	Capacité agréée 2007	Capacité Ouverte 2007	Places Occupées	Entrées totales	Dont Naissances	Sorties	Taux d'occupation	Taux de Rotation (1)	Taux de Rotation (2)
Alsace	843	1159	1159	1131	659	33	603	97,6%	63,6%	58,2%
Aquitaine	607	696	696	652	365	24	310	93,7%	56,2%	47,7%
Auvergne	337	372	372	340	206	10	236	91,4%	59,2%	67,9%
Bourgogne	876	921	921	893	562	45	601	97,0%	61,5%	65,7%
Bretagne	733	863	863	849	475	30	454	98,4%	56,0%	53,5%
Centre	1138	1251	1251	1199	749	58	720	95,8%	63,7%	61,2%
Champagne	515	689	689	621	461	24	334	90,1%	81,4%	58,9%
Franche Comte	525	540	540	531	318	21	323	98,3%	60,1%	61,1%
Ile De France	2737	3304	3304	3070	1856	114	1587	92,9%	64,1%	54,8%
Languedoc	476	551	551	544	319	16	286	98,7%	60,9%	54,6%
Limousin	199	199	199	198	137	6	131	99,5%	69,9%	66,8%
Lorraine	780	930	930	893	518	21	509	96,0%	60,3%	59,3%
Midi	741	810	798	783	402	33	366	96,7%	51,9%	47,3%
Nord Pas Calais	361	452	452	371	202	16	192	82,1%	53,7%	51,1%
Basse Normandie	449	501	501	494	348	26	276	98,6%	73,2%	58,0%
Haute Normandie	861	940	940	859	443	28	487	91,4%	50,0%	54,9%
Pays De La Loire	1050	1123	1123	1068	623	41	597	95,1%	59,9%	57,4%
Picardie	761	901	901	840	420	16	379	93,2%	52,4%	47,3%
Poitou Charente	348	440	440	414	192	8	163	94,1%	49,8%	42,3%
Provence Alpes	1142	1364	1364	1231	717	36	731	90,2%	58,7%	59,9%
Rhône Alpes	1935	2404	2404	2314	1537	100	1439	96,3%	69,0%	64,6%
Total	19 410	20 410	20 398	19295	11509	706	10724	94,5%	61,5%	57,3%

Taux d'occupation = places occupées au 31.12.06 rapportées à la capacité financée et effectivement ouverte au 31.12.06
Taux de rotation (1) et (2) = entrées et sorties CADA rapportées à la moyenne annuelle des places occupées

Annexe IV - Modalités d'accès aux CADA en 2007

Régions	Flux 2007 (1)	%	Capacités ouvertes 2007	%	Admissions Locales (2)	Admissions Nationales (3)	Admissions Totales (2+3)	(2+3)/(1)	(3)/ (2+3)
Alsace	1188	4,2%	1159	5,00%	626	431	1057	89,0%	40,8%
Aquitaine	541	1,9%	696	3,50%	187	0	187	34,6%	0,0%
Auvergne	292	1,0%	372	1,90%	165	36	201	68,8%	17,9%
Bourgogne	601	2,1%	921	4,70%	266	22	288	47,9%	7,6%
Bretagne	615	2,2%	863	4,40%	372	44	416	67,6%	10,6%
Centre	1023	3,6%	1251	6,40%	518	43	561	54,8%	7,7%
Champagne	530	1,9%	689	3,10%	91	10	101	19,1%	9,9%
Franche Comte	402	1,4%	540	2,80%	203	59	262	65,2%	22,5%
Ile De France	12025	42,6%	3304	16,00%	1731	593	2324	19,3%	25,5%
Languedoc	428	1,5%	551	2,80%	188	8	196	45,8%	4,1%
Limousin	320	1,1%	199	1,00%	61	11	72	22,5%	15,3%
Lorraine	872	3,1%	930	4,50%	312	189	501	57,5%	37,7%
Midi-Pyrénées	812	2,9%	798	4,00%	269	92	361	44,5%	25,5%
Nord Pas Calais	660	2,3%	452	2,10%	90	55	145	22,0%	37,9%
Basse Normandie	345	1,2%	501	2,60%	180	0	180	52,2%	0,0%
Haute Normandie	762	2,7%	940	4,70%	391	7	398	52,2%	1,8%
Pays De La Loire	1179	4,2%	1123	5,60%	511	213	724	61,4%	29,4%
Picardie	635	2,3%	901	4,40%	364	24	388	61,1%	6,2%
Poitou Charente	450	1,6%	440	2,00%	110	52	162	36,0%	32,1%
Provence Alpes	1462	5,2%	1364	6,80%	478	117	595	40,7%	19,7%
Rhône Alpes	3067	10,9%	2404	11,60%	1437	247	1684	54,9%	14,7%
Total	28209	100,0%	20398	100,00%	8550	2253	10803	38,3%	20,9%

Annexe V - Etat des réfugiés présents en CADA au 31 décembre 2007

Régions	Capacités 2007 (1)	Places Occupées (2)	Réfugiés présents (3)	Réfugiés présents depuis – 3 mois (4)	Réfugiés présents entre 3 et 6 mois (5)	Réfugiés présents depuis plus 6 mois (6)	(2)/(1)	(3)/(2)	(4)/(2)	(5)/(2)	(6)/(2)
Alsace	1159	1131	78	55	19	4	97,6%	6,9%	4,9%	1,7%	0,4%
Aquitaine	696	652	64	37	15	12	93,7%	9,8%	5,7%	2,3%	1,8%
Auvergne	372	340	27	24	3	0	91,4%	7,9%	7,1%	0,9%	0,0%
Bourgogne	921	893	52	23	10	19	97,0%	5,8%	2,6%	1,1%	2,1%
Bretagne	863	849	165	61	100	4	98,4%	19,4%	7,2%	11,8%	0,5%
Centre	1251	1199	221	99	34	88	95,8%	18,4%	8,3%	2,8%	7,3%
Champagne	689	621	46	36	0	10	90,1%	7,4%	5,8%	0,0%	1,6%
Franche Comte	540	531	53	26	16	11	98,3%	10,0%	4,9%	3,0%	2,1%
Ile De France	3304	3070	490	141	100	249	92,9%	16,0%	4,6%	3,3%	8,1%
Languedoc	551	544	90	39	3	48	98,7%	16,5%	7,2%	0,6%	8,8%
Limousin	199	198	13	13	0	0	99,5%	6,6%	6,6%	0,0%	0,0%
Lorraine	930	893	88	56	26	6	96,0%	9,9%	6,3%	2,9%	0,7%
Midi	810	783	58	35	22	1	96,7%	7,4%	4,5%	2,8%	0,1%
Nord Pas Calais	452	371	75	20	19	36	82,1%	20,2%	5,4%	5,1%	9,7%
Basse Normandie	501	494	18	6	10	2	98,6%	3,6%	1,2%	2,0%	0,4%
Haute Normandie	940	859	119	28	18	73	91,4%	13,9%	3,3%	2,1%	8,5%
Pays De La Loire	1123	1068	134	82	22	30	95,1%	12,5%	7,7%	2,1%	2,8%
Picardie	901	840	103	35	31	37	93,2%	12,3%	4,2%	3,7%	4,4%
Poitou Charente	440	414	53	45	0	8	94,1%	12,8%	10,9%	0,0%	1,9%
Paca	1364	1231	168	79	8	81	90,2%	13,6%	6,4%	0,6%	6,6%
Rhone Alpes	2404	2314	185	103	23	59	96,3%	8,0%	4,5%	1,0%	2,5%
Total	20410	19295	2300	1043	479	778	94,5%	11,9%	5,4%	2,5%	4,0%

Annexe VI - Réfugiés présents en CADA au 31 décembre 2007 : répartition par durée de séjour

Régions	Capacités 2007 (1)	Places Occupées (2)	Réfugiés présents (3)	Réfugiés présents depuis – 3 mois (4)	Réfugiés présents entre 3 et 6 mois (5)	Réfugiés présents depuis plus 6 mois (6)	(4)/(3)	(5)/(3)	(6)/(3)
Alsace	1159	1131	78	55	19	4	70,5%	24,4%	5,1%
Aquitaine	696	652	64	37	15	12	57,8%	23,4%	18,8%
Auvergne	372	340	27	24	3	0	88,9%	11,1%	0,0%
Bourgogne	921	893	52	23	10	19	44,2%	19,2%	36,5%
Bretagne	863	849	165	61	100	4	37,0%	60,6%	2,4%
Centre	1251	1199	221	99	34	88	44,8%	15,4%	39,8%
Champagne	689	621	46	36	0	10	78,3%	0,0%	21,7%
Franche Comte	540	531	53	26	16	11	49,1%	30,2%	20,8%
Ile De France	3304	3070	490	141	100	249	28,8%	20,4%	50,8%
Languedoc	551	544	90	39	3	48	43,3%	3,3%	53,3%
Limousin	199	198	13	13	0	0	100,0%	0,0%	0,0%
Lorraine	930	893	88	56	26	6	63,6%	29,5%	6,8%
Midi	810	783	58	35	22	1	60,3%	37,9%	1,7%
Nord Pas Calais	452	371	75	20	19	36	26,7%	25,3%	48,0%
Basse Normandie	501	494	18	6	10	2	33,3%	55,6%	11,1%
Haute Normandie	940	859	119	28	18	73	23,5%	15,1%	61,3%
Pays De La Loire	1123	1068	134	82	22	30	61,2%	16,4%	22,4%
Picardie	901	840	103	35	31	37	34,0%	30,1%	35,9%
Poitou Charente	440	414	53	45	0	8	84,9%	0,0%	15,1%
Paca	1364	1231	168	79	8	81	47,0%	4,8%	48,2%
Rhone Alpes	2404	2314	185	103	23	59	55,7%	12,4%	31,9%
Total	20410	19295	2300	1043	479	778	45,3%	20,8%	33,8%

Annexe VII - Réfugiés présents en CADA au 31 décembre 2007 par composition familiale

Régions	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	F8	F9	F10	F12	Total
Alsace	10	12	9	16	10	6	7	8				78
Aquitaine	5	4	12	20	5	18						64
Auvergne	4		6	12	5							27
Bourgogne	5	4	15	16	5		7					52
Bretagne	10	8	15	20	25	36	35	16				165
Centre	15	16	27	36	35	18	49	16	9			221
Champagne			3	12	10	12	0		9			46
Franche Comte	4	2	6	20	5		7		9			53
Ile De France	155	58	108	100	40	12	7			10		490
Languedoc	3	4	12	16	35	12		8				90
Limousin	1		3	4	5							13
Lorraine	2	12	12	36	20	6						88
Midi	2	2	15	16	5	18						58
Nord Pas Calais	2	14	3	16	20	6	14					75
Basse Normandie	9	2	3	4								18
Haute Normandie	10	14		56	20	12	7					119
Pays De La Loire	10	6	18	24	50	18		8				134
Picardie	29	20	15	24	15							103
Poitou Charente	3	4	3	12	5	18		8				53
Provence Alpes	8	14	15	32	30	36	21				12	168
Rhône Alpes	31	16	24	32	30	24	28					185
Total	318	212	324	524	375	252	182	64	27	10	12	2300
	13,8%	9,2%	14,1%	22,8%	16,3%	11,0%	7,9%	2,8%	1,2%	0,4%	0,5%	

F1, 2, 3 : ménages composés de 1, 2 et 3 personnes , etc.

Annexe VIII - Etat des déboutés présents en CADA au 31 décembre 2007

Régions	Capacités 2007	Places Occupées	Déboutés présents	Déboutés présents depuis + 1 mois	Dont avec séjour asile	Dont régularisés	Dont sans titre de séjour	(3)/(2)	(4)/(2)	(5)/(2)	(6)/(2)	(7)/(2)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)					
Alsace	1159	1131	88	75	1	35	39	7,8%	6,6%	0,1%	3,1%	3,4%
Aquitaine	696	652	53	51		28	23	8,1%	7,8%	0,0%	4,3%	3,5%
Auvergne	372	340	21	21	8	5	8	6,2%	6,2%	2,4%	1,5%	2,4%
Bourgogne	921	893	114	107	48	38	21	12,8%	12,0%	5,4%	4,3%	2,4%
Bretagne	863	849	55	45	3	27	15	6,5%	5,3%	0,4%	3,2%	1,8%
Centre	1251	1199	102	93	17	35	41	8,5%	7,8%	1,4%	2,9%	3,4%
Champagne	689	621	81	81	6	33	42	13,0%	13,0%	1,0%	5,3%	6,8%
Franche Comte	540	531	47	39	14	11	14	8,9%	7,3%	2,6%	2,1%	2,6%
Ile De France	3304	3070	169	135	34	46	55	5,5%	4,4%	1,1%	1,5%	1,8%
Languedoc	551	544	71	58		14	44	13,1%	10,7%	0,0%	2,6%	8,1%
Limousin	199	198	2					1,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Lorraine	930	893	68	47	4	7	36	7,6%	5,3%	0,4%	0,8%	4,0%
Midi	810	783	68	57	9	3	45	8,7%	7,3%	1,1%	0,4%	5,7%
Nord Pas Calais	452	371	11	8			8	3,0%	2,2%	0,0%	0,0%	2,2%
Basse Normandie	501	494	68	58	5	26	27	13,8%	11,7%	1,0%	5,3%	5,5%
Haute Normandie	940	859	244	241	34	125	82	28,4%	28,1%	4,0%	14,6%	9,5%
Pays De La Loire	1123	1068	56	55	9	7	39	5,2%	5,1%	0,8%	0,7%	3,7%
Picardie	901	840	226	217	15	106	96	26,9%	25,8%	1,8%	12,6%	11,4%
Poitou Charente	440	414	19	19	4	8	7	4,6%	4,6%	1,0%	1,9%	1,7%
Paca	1364	1231	176	165		32	133	14,3%	13,4%	0,0%	2,6%	10,8%
Rhone Alpes	2404	2314	175	145	59	19	67	7,6%	6,3%	2,5%	0,8%	2,9%
Total	20410	19295	1914	1717	270	605	842	9,9%	8,9%	1,4%	3,1%	4,4%

Annexe XIV - Etat des déboutés présents en CADA au 31 décembre 2007 : répartition selon la situation au regard du séjour

Régions	Capacités 2007 (1)	Places Occupées (2)	Déboutés présents (3)	Déboutés présents depuis + 1 mois (4)	Dont avec séjour asile (5)	Dont régularisés (6)	Dont sans titre de séjour (7)	(4)/(3)	(5)/(4)	(6)/(4)	(7)/(4)
Alsace	1159	1131	88	75	1	35	39	85,2%	1,3%	46,7%	52,0%
Aquitaine	696	652	53	51		28	23	96,2%	0,0%	54,9%	45,1%
Auvergne	372	340	21	21	8	5	8	100,0%	38,1%	23,8%	38,1%
Bourgogne	921	893	114	107	48	38	21	93,9%	44,9%	35,5%	19,6%
Bretagne	863	849	55	45	3	27	15	81,8%	6,7%	60,0%	33,3%
Centre	1251	1199	102	93	17	35	41	91,2%	18,3%	37,6%	44,1%
Champagne	689	621	81	81	6	33	42	100,0%	7,4%	40,7%	51,9%
Franche Comte	540	531	47	39	14	11	14	83,0%	35,9%	28,2%	35,9%
Ile De France	3304	3070	169	135	34	46	55	79,9%	25,2%	34,1%	40,7%
Languedoc	551	544	71	58		14	44	81,7%	0,0%	24,1%	75,9%
Limousin	199	198	2					0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Lorraine	930	893	68	47	4	7	36	69,1%	8,5%	14,9%	76,6%
Midi	810	783	68	57	9	3	45	83,8%	15,8%	5,3%	78,9%
Nord Pas Calais	452	371	11	8			8	72,7%	0,0%	0,0%	100,0%
Basse Normandie	501	494	68	58	5	26	27	85,3%	8,6%	44,8%	46,6%
Haute Normandie	940	859	244	241	34	125	82	98,8%	14,1%	51,9%	34,0%
Pays De La Loire	1123	1068	56	55	9	7	39	98,2%	16,4%	12,7%	70,9%
Picardie	901	840	226	217	15	106	96	96,0%	6,9%	48,8%	44,2%
Poitou Charente	440	414	19	19	4	8	7	100,0%	21,1%	42,1%	36,8%
Paca	1364	1231	176	165		32	133	93,8%	0,0%	19,4%	80,6%
Rhone Alpes	2404	2314	175	145	59	19	67	82,9%	40,7%	13,1%	46,2%
Total	20410	19295	1914	1717	270	605	842	89,7%	15,7%	35,2%	49,0%

Annexe X - Déboutés admis au séjour à titre exceptionnel présents en CADA au 31 décembre 2007

Régions	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	F8	F9	F10	Total
Alsace	2	4	3	4	15		7				35
Aquitaine	1		3	8	10	6					28
Auvergne	1			4							5
Bourgogne		8	3	8	5		14				38
Bretagne	1	6	6	8		6					27
Centre		12		8	5					10	35
Champagne				4	15		14				33
Franche Comte	2		3			6					11
Ile De France	13	6	6	16	5						46
Languedoc	1	2	3	8							14
Limousin											0
Lorraine	1					6					7
Midi			3								3
Nord Pas Calais											0
Basse Normandie	1	6	6	8	5						26
Haute Normandie	12	18	18	24	25	12		16			125
Pays De La Loire		2			5						7
Picardie	14	16	21	16	25	6		8			106
Poitou Charente				8							8
Provence Alpes	5		6	16	5						32
Rhône Alpes	5	4	6	4							19
Total	59	84	87	144	120	42	35	24	0	10	605
	9,8%	13,9%	14,4%	23,8%	19,8%	6,9%	5,8%	4,0%	0,0%	1,7%	

F1, 2, 3 : ménages composés de 1, 2 et 3 personnes , etc.

Annexe XI - Déboutés sans titre de séjour présents en CADA au 31 décembre 2007

Régions	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	F8	F9	F10	Total
Alsace	4	6	6	16			7				39
Aquitaine		2	3	4			14				23
Auvergne	1		3	4							8
Bourgogne		2	6	8	5						21
Bretagne	3	2	6	4							15
Centre	4	2	12	8	15						41
Champagne	2		3	16	15	6					42
Franche Comte	1		3	4		6					14
Ile De France	10	12	9	8		6				10	55
Languedoc	2	2	3	8	20				9		44
Limousin											0
Lorraine	2	4	6	12	5		7				36
Midi	1	2	9	16	10		7				45
Nord Pas Calais	3				5						8
Basse Normandie	1	6	3	12	5						27
Haute Normandie	18	10	12	32	10						82
Pays De La Loire	2	2	12	8	15						39
Picardie	25	26	27	8	10						96
Poitou Charente		2			5						7
Provence Alpes	7	10	21	32	25	24	14				133
Rhône Alpes	10	2	15	20	20						67
Total	96	92	159	220	165	42	49	0	9	10	842
	11,4%	10,9%	18,9%	26,1%	19,6%	5,0%	5,8%	0,0%	1,1%	1,2%	

F1, 2, 3 : ménages composés de 1, 2 et 3 personnes , etc.

Annexe XII - Evolution des taux de places indûment occupées par les réfugiés et les déboutés

Régions	Présence indue au 30 septembre 2007			Présence indue au 31 décembre 2007		
	Réfugiés	Déboutés	Globale	Réfugiés	Déboutés	Globale
Alsace	0,8%	4,9%	5,7%	0,4%	6,5%	6,9%
Aquitaine	3,5%	9,5%	13,0%	1,8%	7,8%	9,7%
Auvergne	0,0%	7,2%	7,2%	0,0%	3,5%	3,5%
Bourgogne	1,6%	3,9%	5,5%	2,1%	5,8%	8,0%
Bretagne	0,1%	24,4%	24,6%	0,5%	4,9%	5,4%
Centre	3,4%	12,1%	15,5%	7,3%	6,3%	13,6%
Champagne	2,5%	14,4%	16,8%	1,6%	12,1%	13,7%
Franche Comte	2,9%	5,7%	8,6%	2,1%	4,7%	6,8%
Ile De France	10,3%	3,4%	13,6%	8,1%	3,2%	11,3%
Languedoc	5,8%	9,3%	15,1%	8,8%	10,7%	19,5%
Limousin	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Lorraine	2,3%	6,5%	8,8%	0,7%	4,4%	5,0%
Midi	0,6%	0,5%	1,1%	0,1%	5,5%	5,6%
Nord Pas Calais	13,5%	4,8%	18,3%	9,7%	2,2%	11,9%
Basse Normandie	3,2%	12,3%	15,6%	0,4%	10,7%	11,1%
Haute Normandie	4,6%	26,0%	30,5%	8,5%	24,1%	32,6%
Pays De La Loire	5,4%	3,3%	8,7%	2,8%	4,3%	7,1%
Picardie	4,0%	24,1%	28,1%	4,4%	23,9%	28,3%
Poitou Charente	1,1%	2,4%	3,5%	1,9%	3,6%	5,6%
Paca	7,6%	15,1%	22,7%	6,6%	12,3%	18,9%
Rhone Alpes	2,0%	1,9%	3,9%	2,5%	3,2%	5,7%
Total	4,3%	8,6%	12,9%	4,0%	7,3%	11,3%